

L'alimentation : un nouvel enjeu pour les espaces ruraux

Par Claire Delfosse

Claire Delfosse , Université Lyon2/Laboratoire d'Études rurales
claire.delfosse@wanadoo.fr

► Introduction

L'alimentation est au cœur de multiples enjeux sociétaux : santé, environnement, usage du foncier, justice sociale, *etc.* De nombreux numéros de revues¹, des livres récemment publiés (Brand *et al.*, 2017) témoignent de l'intérêt que portent géographes et chercheurs en sciences sociales à cette question. Les villes y ont la part belle. Pourtant les enjeux alimentaires concernent aussi les territoires ruraux et pas seulement parce qu'ils sont considérés comme des sources d'approvisionnement pour la ville. En milieu rural, l'alimentation interroge les modes d'habiter, ainsi que les activités économiques et le lien social. C'est un levier majeur de développement local (Loudiyi et Houdard, 2019). C'est pourquoi notre article vise à faire le point sur la question de l'alimentation en milieu rural à partir de travaux d'étudiants et de doctorants menés au laboratoire d'études rurales depuis plus d'une dizaine d'années. Il s'articule autour de deux questions : de quelles ressources disposent les habitants de certains espaces ruraux français (essentiellement dans la région Auvergne-Rhône-Alpes) pour se nourrir, quelles stratégies anciennes ou renouvelées mettent-ils en œuvre ? Ces questions s'inscrivent dans des dynamiques complexes qui mêlent à la fois attachement à un approvisionnement de proximité, mutations de l'agriculture et implication des acteurs qu'ils soient nouveaux habitants, ou habitants ancrés.

► Des spécificités rurales autour de l'accessibilité

Se nourrir en milieu rural, c'est d'abord avoir accès aux produits alimentaires. Contrairement à un lieu commun qui veut qu'il soit facile de se nourrir à la campagne, l'espace rural étant le lieu par excellence de la production

1. On peut citer par exemple : les numéros de *Géocarrefour* N° 2014-1 (Agriculture urbaine et alimentation : politiques publiques et initiatives locales) ; NSS 2017 -1 : L'agriculture dans le système alimentaire urbain : continuités et innovations ; *Ethnologie française* : Restaurants en ville, *etc.*

agricole et des jardins nourriciers, il n'est pas toujours facile pour l'ensemble des habitants de satisfaire leurs besoins et attentes alimentaires. Les difficultés tiennent tout d'abord à la faible densité relative des espaces ruraux qui contraint l'offre commerciale. Celle-ci prend des formes spécifiques : l'itinérance, la multi-fonctionnalité des commerces, *etc.*

Un accès à l'alimentation fragilisé en milieu rural

Des commerces alimentaires sur la sellette

Tous les travaux et enquêtes soulignent le recul des commerces alimentaires en milieu rural depuis plusieurs décennies. Rien qu'entre 1980 et 1990, 24 à 30% des petits commerces alimentaires ont disparu des espaces ruraux (Soumagne 2002). Ce recul s'explique par la diminution de la population rurale jusqu'à la fin des années 1970 et par l'accroissement de la mobilité des habitants avec la généralisation de la voiture individuelle (*Atlas de la France rurale* 1989). Ils ont reculé également face au développement des grandes surfaces dans les communes en périphérie des grandes villes. Ainsi, 26% des habitants du milieu rural au début des années 2000 vivent dans une commune dépourvue de tout commerce (Solard 2010, Trevien 2017). Un ménage ne disposant pas de commerce de quotidieneté (parmi lesquels les commerces alimentaires de type boulangerie, épicerie...) dans sa commune met en moyenne un peu plus de 4mn en voiture (aller simple) pour se rendre dans le commerce de quotidieneté le plus proche. Le temps d'accès est hétérogène suivant les types d'espaces ruraux : les régions les plus montagneuses ayant des temps d'accès moyens plus élevés : Corse 7 mn, et pour 10% des communes rurales ce temps est de 10 mn.

Les commerces ruraux ont souvent un faible débit, liée à la faible densité et à l'érosion commerciale aussi proposent-ils fréquemment des produits chers et fonctionnent-ils plutôt comme des commerces de dépannage. Ainsi ont-ils un faible choix qui ne répond pas à l'ensemble des attentes des habitants de l'espace rural en matière de produits biologiques par exemple. Des enquêtes faites par la confédération générale de l'alimentation montrent que les consommateurs aimeraient trouver des produits locaux, y compris dans les bars et les boulangeries².

L'offre de commerce est parfois temporaire. Dans les espaces ruraux touristiques l'ouverture des commerces est saisonnière. Quelques-uns ne sont

2. Cette offre correspond à l'attente des habitants permanents ou non du rural : 88% des Français souhaiteraient trouver un point de vente de produits locaux dans les cafés, hôtels, restaurants en milieu rural (UMIH, Nous, CHRD n°65, mai 2018).

ouverts que pendant la saison touristique, les prix et l'offre ne sont pas adaptés à la population permanente. La temporalité tient aussi à celle des marchés qui jouent un rôle important dans quelques communes rurales et en particulier dans les bourgs et petites villes qui maillent les espaces ruraux. La taille et la fréquence des marchés varient en fonction des saisons, notamment pour les espaces ruraux touristiques comme le sud de l'Ardèche (Navarro 2015), ou l'arrière-pays provençal, voire le vignoble alsacien.

Quelques commerces répondent à des attentes spécifiques de consommateurs : des commerces haut-de-gamme se regroupent parfois dans des communes périurbaines ou sont présents dans quelques espaces périurbains aux catégories sociales favorisées comme dans le Beaujolais des Pierres dorées ou dans le parc naturel régional des Alpilles.

Les commerces alimentaires spécialisés qui résistent le mieux en milieu rural sont les boulangeries. D'ailleurs l'enquête de la CGAD montre que pour la France entière la boulangerie est le commerce de la quotidienneté par excellence, c'est celui pour lequel le taux de fréquentation hebdomadaire est le plus élevé, 23% des personnes interrogées répondent même qu'elles s'y rendent tous les jours³. Les boulangeries en milieu rural ont aussi quelques caractéristiques spécifiques elles sont non seulement un lieu de sociabilité, un vrai facteur de lien social, mais elles disposent la plupart du temps de produits de dépannage, c'est semble-t-il aussi ce qu'attendent les consommateurs ruraux de ce type de commerce⁴.

Viellissement du modèle de la supérette

Les supérettes, liées aux enseignes de la grande distribution se sont diffusées ces dernières années dans les espaces ruraux. Afin d'afficher leur importance en milieu rural, les grandes enseignes revendiquent leur rôle dans l'aménagement rural : le Slogan de Vival est : « Quand il n'y a plus rien dans un village, il y a encore nous ! » ; elles s'affichent comme des lieux de vie (Contact Intermarché)⁵. Toutefois, elles ne répondent pas toujours aux nouvelles attentes des consommateurs du rural, même si les opérateurs affirment s'adapter au milieu rural. Pour répondre à une demande croissante des habitants permanents et non permanents du rural, elles vendent des produits locaux. Les supérettes sont aussi multi-services et peuvent être des

3. Et à la question « Pour chacun des commerçants suivants est-ce très important d'en avoir près de chez vous, les réponses sont de 90% pour les boulangers, 75% pour les primeurs, 70% pour les bouchers et 69% pour les épiciers.

4. Magazine de la boulangerie.

5. Le directeur exécutif de la branche proximité de Casino explique dans un article du Figaro : « Nous sommes un service d'aménagement du territoire, dans des zones où les contraintes économiques sont fortes. » (*Le Figaro* 24/10/2016).

relais colis par exemple. Parfois, elles sont à l'origine de micro-zones commerciales qui se créent sur les axes routiers aux abords des bourgs ruraux bien situés à la fois pour les habitants qui effectuent des trajets pendulaires, et pour les personnes âgées pour qui la conduite est plus facile dans ce type de territoire. Les nouvelles moyennes surfaces qui s'implantent en milieu rural associent une boulangerie et une boucherie (d'autant qu'elles ont du mal à recruter des bouchers pour les rayons boucherie) (Hurstel, 2018). Quelques moyennes surfaces rurales proposent des drive⁶, ce qui leur permet de lutter face à la concurrence des grandes surfaces situées à proximité de villes plus importantes, où une partie de leur clientèle travaille.

Le cas des populations dites captives et en situation de précarité

L'analyse de la desserte commerciale pose la question de l'accessibilité à l'alimentation pour les populations rurales « fragiles », notamment face aux difficultés de mobilité dans un contexte rural où les transports collectifs sont rares. Ces difficultés en termes d'accessibilité se renforcent dans les espaces ruraux à l'habitat dispersé. Cela concerne les personnes âgées qui ne peuvent plus conduire, des personnes malades ou handicapées qui sont dans la même situation, et des jeunes sans permis qui ne vivent plus au domicile des parents. Elles concernent aussi les personnes en situation de précarité. Pour elles, en effet, au coût de l'alimentation s'ajoute celui du déplacement. La proximité de l'agriculture, tout comme la plus forte présence des jardins et donc la supposée part plus importante de l'autoconsommation en milieu rural ne répondent pas aux difficultés d'accès à l'alimentation. Dominique Paturel a montré dans ses travaux que les agriculteurs eux-mêmes pouvaient être en précarité alimentaire (Paturel *et al.*, 2015). Par ailleurs en milieu rural, l'aide alimentaire est plus difficilement accessible ; les grands centres de distribution alimentaire se trouvent en ville et les populations précaires peuvent avoir des difficultés à s'y rendre. Des épiceries solidaires ont cherché à s'implanter en milieu rural mais ont renoncé à cause du coût du véhicule itinérant. Enfin, les travaux de recherche sur la pauvreté en milieu rural montrent que les dispositifs d'aide sont moins nombreux et que les personnes en précarité hésitent à se dire en difficulté dans un contexte de forte interconnaissance. Faut-il ajouter que l'on suppose volontiers que l'entraide en milieu rural est plus facile ? Les habitants de l'espace rural en situation de précarité adoptent des stratégies particulières pour avoir accès à l'alimentation et arbitrer entre accès à l'alimentation et mobilité.

6. Ainsi un directeur de magasin de proximité Intermarché en milieu rural explique à un journaliste d'Ouest France : « Aujourd'hui c'est très difficile de fidéliser les clients face aux acteurs des villes alentours ». Ainsi a-t-il innové en installant un drive qui « fait partie des incontournables de la grande distribution ».

Le dynamisme d'une forme spécifique : l'itinérance ?

Bien qu'oubliés des statistiques et des études des syndicats professionnels, les commerces itinérants compensent dans certaines communes le manque de commerces alimentaires de proximité⁷. Même s'ils traversent une crise (Massal 2018 et Massal *et al.*, à paraître), ils jouent un rôle fondamental pour l'accessibilité à l'alimentation d'un certain nombre de personnes, notamment les personnes âgées. Dans quelques régions, dont des régions de montagne ou à l'habitat dispersé, pour lesquelles les temps de transport pour accéder au commerce de quotidien sont longs, le commerce itinérant est souvent vital. Il en est ainsi en Corse intérieure, comme dans le Forez, les Cévennes.

Ce commerce peut revêtir différentes formes entre l'itinérance quotidienne pour les produits alimentaires de première nécessité comme le pain, hebdomadaire pour la viande, les fruits et légumes, les produits laitiers et les produits d'épicerie. Il permet, à une temporalité mensuelle, l'approvisionnement en surgelés avec un système de commande avec livraison à domicile. On peut ajouter aussi les vendeurs de pizzas qui se tiennent régulièrement à jour fixe sur la place de certains villages ou friteries dans le Nord de la France... Ces commerces itinérants sont dans certaines régions couplés à la vente sur les marchés. Ainsi plusieurs crémiers-fromagers rencontrés faisant les marchés dans le Forez et le Pilat, en région Auvergne Rhône-Alpes, complètent leurs ventes en faisant l'après-midi une tournée. Nous avons rencontré un producteur vendeur direct de fruits qui allant d'Ardèche au marché de Saint-Flour rentabilise son déplacement en vendant à domicile auprès de clients qui lui ont passé des commandes préalables. Ces commerces ambulants ont des rapports aux consommateurs très différents : ambulant qui laisse le pain dans une boîte ou celui qui est une des rares personnes que l'on voit et qui vient et à qui on peut demander d'autres petits services. En effet, le rôle des commerçants itinérants va au-delà du « simple » approvisionnement alimentaire ; un véritable lien social se tisse entre les commerçants et les clients, quelle que soit la région de France. Les commerçants itinérants ne répondent pas seulement aux attentes des personnes âgées, les habitants qui ne travaillent pas sur place ont aussi recours à leurs services, avec dépôt du pain dans leur boîte aux lettres ou des courses chez eux pendant leur absence. C'est aussi pour répondre aux horaires de travail de ceux qui travaillent loin du village que des distributeurs de pain ont pu être installés dans quelques communes.

7. Le commerce itinérant a pris un nouvel élan dans les années 1960 avec l'amorce du recul des commerces alimentaires en milieu rural et a été favorisé par la diffusion des camionnettes et surtout des camions réfrigérés.

L'itinérance peut aussi améliorer l'accès à l'aide alimentaire. On peut citer la Croix rouge de l'Ain (Ferrand, 2017) mais aussi l'épicerie ambulante des « Tournées de villages » de l'association Revivre Ile-de-France qui distribue directement des denrées alimentaires aux familles démunies « dans des zones peu desservies par les services traditionnels de l'aide alimentaire »⁸.

Les collectivités territoriales prennent conscience de l'importance de ces commerces itinérants et plusieurs territoires de projets les soutiennent et les encouragent⁹. Ils jouent un rôle important pour le tourisme : les sites de location de gîte signalent leur passage et la présence de marchés. C'est une forme qui se réinvente car l'investissement de départ dans un camion est moindre que pour une boutique, même si le temps de travail est très étendu et que s'ajoute le coût de l'essence. Ils peuvent séduire de nouveaux « entrepreneurs ruraux », et de nouvelles clientèles : le commerce itinérant répond à une forme de drive ou livraisons rurales. De nouvelles formes sont à inventer pour séduire de nouveaux habitants du rural et permettre aux habitants non motorisés d'avoir accès à l'alimentation.

► Des politiques en faveur du maintien des commerces

Le maintien des commerces a une incidence sur la vie sociale des villages et des bourgs et leur attractivité. Aussi des politiques publiques ont-elles été mises en œuvre pour le maintien des commerces, en lien avec celui des services en milieu rural. Les actions et réflexions en faveur du commerce et de l'alimentation des bourgs et petites villes se multiplient à la faveur des débats sur la revitalisation de leur centre-ville.

Il s'agit d'abord de politiques en faveur des multiservices : regroupement du commerce avec l'offre d'autres types de services, comme la poste. Les municipalités ont été pour certaines particulièrement actives depuis les années 1990 pour lutter contre la fermeture des commerces alimentaires, en particulier des boulangeries qui constituent un lieu de vie pour le village. Par le biais de contrats de développement local elles ont repris des fonds de commerce en gérance et ont modernisé les locaux. Dans les espaces ruraux vieillissants, elles visaient aussi à installer de nouveaux actifs avec des enfants dans leurs communes¹⁰.

8. *La lutte contre la précarité alimentaire. 60 initiatives locales pour une alimentation solidaire*, Journal Resolis n° 19, janvier 2018, 60 p. Consultable sur Internet.

9. Alban de Montigny, le 10/07/2018 à « Les commerces itinérants résistent », Article publié dans *Pèlerin* 5 magazine 2018, n° 707.

10. Nombreux reportages et articles dans la presse comme *Village* magazine créé justement dans les années 1990.

Quelques municipalités de bourgs ont eu des politiques exemplaires pour maintenir des commerces alimentaires de proximité dans leur commune et ainsi réanimer et recréer des lieux de centralité et de lien social dans les cœurs de villages et les petits bourgs ruraux. A Treffort, dans le département de l'Ain, une politique d'aménagement, sous l'égide du CAUE (Conseil architecture et environnement), a été pensée et mise en œuvre autour de la place du village située en contre-bas du bourg moyenâgeux, où se trouvait déjà la fromagerie et son magasin de vente. Elle visait à conserver son rôle de lieu de vie et de petit pôle, en lien avec la croissance de la population et le développement du phénomène de périurbanisation autour de la ville moyenne de Bourg-en-Bresse. La municipalité aidée par la communauté de communes a racheté et aménagé des maisons autour de la place pour installer une pharmacie, puis un hôtel restaurant, puis une boucherie, une boulangerie. On y trouve un Vival, un marchand de vin, un café, avec poste, distributeur de billets (rares en milieu rural), et une maison médicale. Le petit marché a été redynamisé. Enfin, une nouvelle école, une médiathèque, les bureaux de la communauté de communes transformée en bureau de proximité de l'agglomération de Bourg-en-Bresse y ont été édifiés.

On pourrait citer aussi ce village périurbain des environs de Montpellier où la municipalité a créé une place avec un marché autour de laquelle des commerçants de bouche « haut-gamme » se sont installés : fromageries, restaurant ; et dans les rues adjacentes, facilement accessibles à pied de la place où on peut aussi se garer. Ce village est situé sur les trajets de migrants pendulaires du périurbain « gentrifié » de Montpellier et devient ainsi un lieu où les clients s'arrêtent. Cette localisation périurbaine offre un avantage aux commerçants, l'immobilier y est moins cher. Ces logiques de localisation de commerçants qui renforcent l'offre commerciale dans des villages ou bourgs périurbains « chics » se retrouve autour de plusieurs métropoles comme Toulouse ou Bordeaux (Delfosse, 2017). Cette demande émane des migrants pendulaires et des retraités qui vivent désormais dans ces espaces et qui n'aiment pas aller en voiture dans les villes et dans les grands centres commerciaux de leurs abords (Aragau, 2019).

La restauration

La restauration commerciale, en milieu rural, répond à plusieurs types de demandes celles des actifs qui cherchent à déjeuner en milieu rural, des personnes âgées mais aussi des jeunes ou des personnes qui viennent pratiquer des loisirs en milieu rural ou tout simplement qui viennent « manger » dans cet espace, attirés par la réputation de « bien-manger » de certains espaces ruraux.

Parmi ces restaurants on peut citer les restaurants ouvriers ou routiers qui sont importants pour les personnes se déplaçant pour travailler en milieu rural et qui sont des sortes de cantines. Ils jouent un rôle de lien social pour personnes isolées en milieu rural... Ils peuvent être associés à des bars-épicerie parfois. Cette catégorie s'étend aussi à une forme de restauration qui offre des menus rapides la semaine et relativement bon marché et qui sont des lieux où se restaurent des personnes qui travaillent en parcourant le rural et des personnes isolées ou personnes âgées qui, en groupe, souhaitent faire un repas festif. Un grand nombre fonctionne comme en ville en tant que « cantines » avec des menus spécifiques, en semaine et avec des menus plus festifs le week-end pour les habitants du rural ou des villes environnantes.

La demande est tellement forte (voir aussi étude CGAD) que des collectivités territoriales ont pu être à l'origine de la création de restaurants locaux. Toujours dans l'ancienne communauté de communes de Treffort, dans un village où se pratique le parapente et pour donner un peu de dynamisme au village qui ne disposait plus de commerce, un restaurant a été créé avec une formule de gérance-acquisition dans les années 1990. Ce restaurant fonctionne toujours aujourd'hui ; sa fonction de service s'est même renforcée ces dernières années car il livre des repas à domicile à des personnes qui ne peuvent pas se déplacer. Ce sont des infirmières à domicile qui sont venues solliciter les restaurateurs en leur expliquant que « des personnes âgées seraient heureuses d'avoir un repas. C'est comme ça que des tournées ont commencé, grâce aux infirmières »¹¹. Cette demande a été relayée par une municipalité voisine.

Le succès de la restauration rurale s'appuie sur des dynamiques touristiques ou de loisirs de citadins. Il est lié à la réputation des produits locaux ou à la réputation particulière de la région où se trouvent les restaurants, comme dans le Périgord, ou dans la Bresse... On peut parler alors de restauration de « terroir ».

La restauration prend aussi des formes spécifiques en milieu rural, notamment avec les fermes auberges qui se sont particulièrement développées dans les années 1980-1990. Elles permettent d'écouler une partie des produits de l'exploitation agricole. Enfin, de nouvelles formes de restauration commerciale se diffusent aussi dans les bourgs, comme les kebabs, lieux de convivialité pour les adolescents.

On ne peut considérer la restauration sans évoquer les formes collectives auxquelles l'espace rural n'échappe pas. Ce qui distingue le rural c'est sûrement

11. Extrait mémoire de master 2 de Céline Massal.

leur moindre présence, ce qui interroge en termes de service aux parents par exemple pour les écoles, et pour les établissements hospitaliers et les EHPAD (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) qui sont en revanche nombreux en milieu rural. On dispose de peu de données et d'études systémiques. Offrir une restauration à l'école constitue un enjeu fondamental pour le maintien des effectifs dans les écoles rurales. Elles peuvent faire appel à un traiteur qui livre des repas aux enfants dans la salle des fêtes par exemple. L'absence de cantine peut être compensée par le recours aux assistantes maternelles pour le temps du déjeuner, mais cette solution n'est pas toujours prisée des parents qui souhaitent un service similaire en milieu rural à celui qu'ils pourraient avoir en ville. Dans le cas de regroupements pédagogiques, la cantine est située sur un seul site ce qui suppose que le transport des enfants soit organisé. Il reste que la restauration scolaire s'est diffusée et prend différentes formes en milieu rural : du repas élaboré par une cantinière (ce que permettent les petits effectifs d'enfants dans les écoles rurales) à l'approvisionnement par une cuisine centrale dans le cadre d'accords avec d'autres établissements scolaires, en passant par une large gamme d'autres solutions répondant à la demande spécifique dans un espace de faible densité relative.

L'approvisionnement des cantines et d'une manière générale la logistique de la restauration collective implique des coûts supplémentaires en milieu rural. Pour diminuer le coût du repas des arrangements ont lieu et combinent restauration scolaire et offre de service aux personnes âgées. Les personnes âgées isolées de la commune sont conviées à venir déjeuner avec les enfants ; les plats sont livrés pour les enfants et en même temps dans l'EHPAD, les MARPA (Maison d'accueil rurale pour personnes âgées) ou à domicile pour les personnes âgées.

L'offre de restauration n'est d'ailleurs pas toujours prise en charge par les collectivités territoriales. Les associations compensent le manque d'offre de services, comme pour de nombreux autres services en milieu rural. Ces associations sont des associations familiales comme Familles Rurales mais aussi des associations de parents d'élèves comme ceux que l'on dénomme le « sou des écoles » en région Rhône-Alpes. Une étude réalisée dans le département de l'Ain montre qu'elles sont nombreuses à prendre en charge l'offre de restauration scolaire (Cherchelay, 2017).

L'itinérance, la multifonctionnalité, la cantinière, les restaurants ouvriers..., sont des formes anciennes spécifiques, des héritages qui se maintiennent. Elles répondent à leur manière aux nouvelles attentes des populations rurales en termes d'alimentation, et fournissent un support à l'innovation.

► Des innovations ? Réinventer l’approvisionnement alimentaire en milieu rural ?

Il serait inexact de penser que seuls quelques nouveaux habitants sont porteurs d’innovation en matière d’alimentation. Il s’agit en fait de projets qui impliquent le plus souvent une diversité d’acteurs, des associations, des individus, des entreprises et des collectivités territoriales. Les innovations alimentaires sont plus qu’un prétexte à faire du lien social dans les espaces ruraux en mutation et ils supposent une implication forte de la plupart des acteurs et une mixité des statuts.

Retrouver les liens entre production et alimentation : le renouveau « jardinier » ?

Les jardins nourriciers jusqu’à peu délaissés, voire réservés « aux anciens habitants », font aujourd’hui l’objet d’un renouveau et de diverses formes de mobilisations. Les enquêtes qualitatives¹² que nous avons pu faire en milieu rural soulignent le « renouveau jardinier en milieu rural » (Durandard, 2016). Il existe très peu de travaux récents sur la part que représentent les jardins en milieu rural dans l’autoconsommation. L’analyse des enquêtes ménages sous l’angle de l’autoconsommation montre que « *sans surprise, quelle que soit l’année d’enquête et quelle que soit la variable d’autoconsommation choisie, plus on appartient à une catégorie au degré d’urbanisation faible, plus on autoconsomme* »¹³, mais cette part est très faible et concerne surtout la consommation de légumes et de quelques fruits comme les fraises ; beaucoup moins les autres fruits et encore moins les produits animaux (Sessego, 2018)¹⁴.

Le renouveau jardinier est porté par les nouveaux habitants qui s’installent en milieu rural, pour qui souvent il est inconcevable de s’installer à la campagne sans jardiner. Le jardinage est invoqué comme une pratique de loisir, une façon de renouer avec la nature et de mieux se nourrir. Les habitants ancrés dans le rural qui, pour certains, ont pu vivre le jardinage

12. Enquêtes « d’immersion » dans différents espaces ruraux depuis des décennies, mais aussi enquêtes plus systématiques dans le cadre de stages collectifs d’étudiants, et plusieurs mémoires de master et notamment les deux mémoires de master conduits par Cyprien Durandard et celui d’Emma Brighi.

13. Victoire Sessego, Amélie Staquet et Etienne Sullice, 2018, *L’autoconsommation alimentaire : entre ressource économique, pratique de loisir et morale écologique*, Mémoire de statistique appliquée 2eme année d’ENSAE. 22 p.

14. Cette analyse est confortée par l’étude de l’Agence nationale de sécurité sanitaire de l’alimentation, de l’environnement et du travail (ANSES), Étude individuelle nationale des consommations alimentaires 3 (INCA 3), Rapport d’expertise collective, *La documentation française*, juillet 2017, 564 ; une étude qui souligne également que l’autoconsommation (jardinage et pratiques de chasse, de cueillette et de pêche sont mal connues et peu étudiées).

comme une contrainte, quelque chose d'imposé, redécouvrent aussi cette pratique. Les stratégies des grandes enseignes de jardinage ne s'y trompent pas (Gamm vert développe aussi son rayon jardin), se consacrent de plus en plus au potager et proposent même des plants et des graines bio. Les trocs de plantes et marchés de plants se multiplient ces dernières années associant habitants des villes et des campagnes. Le renouveau s'illustre par de nouvelles façons de produire, sous forme de permaculture par exemple. La création de jardin en libre accès se diffuse en milieu rural à l'image des colibris en ville et des vergers de maraude qui avaient été créés durant les années 1990 par l'Espace naturel régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

Le renouveau jardinier ne concerne pas seulement les légumes, la production de petits fruits faciles à cultiver, mais aussi les arbres fruitiers. Des associations, qui œuvrent depuis plusieurs années pour conserver les vergers amateurs au titre des paysages « traditionnels » et de la biodiversité, rencontrent désormais une attention croissante pour l'autoconsommation de fruits qui coûtent peu ou rien, et qui sont sains et gouteux. Les actions en faveur des vergers et des variétés traditionnelles et sont soutenues par les collectivités territoriales (Delfosse, 2016). Des bourses aux arbres fruitiers de variétés locales sont organisées, tout comme des actions de formation à la taille, au greffage. En effet, le nouvel engouement pour les jardins potagers et les vergers interroge la transmission des savoir-faire. Savoir jardiner ne s'improvise pas, la rupture de savoir-faire étant fréquente. Des actions de formation sont organisées autour du programme Familles à alimentation positive qui comprend une séance d'apprentissage du jardinage. Les trocs de plantes et semences sont des moments d'échange de pratiques ; les jardins pédagogiques favorisent ces échanges entre génération et favorisent la transmission des savoir-faire et les vergers conservatoires.

Jardins et vergers collectifs se diffusent des villes vers les campagnes. Les actions sont portées par des associations comme les Foyers ruraux ou des centres socio-culturel, comme celui des Monts du Lyonnais, L'équipage, qui porte une association « pour une alimentation solidaire » gérant entre autres deux jardins collectifs et depuis fin 2016 un verger collectif d'une quarantaine d'arbres, mis à disposition par un particulier. Elle s'est associée à une autre association « Pollen, fruits et coccinelles » qui a pour objet de promouvoir les bonnes pratiques en arboriculture familiale et de donner des conseils par l'organisation et l'animation d'ateliers sur la taille et l'entretien des arbres fruitiers ; le verger collectif devenant un terrain d'expérimentation¹⁵. Des collectivités territoriales encouragent la diffusion de jardins collectifs

15. Rapport d'activité 2018 de l'association Pour une alimentation Solidaire, mars 2019.

en milieu rural, comme le Conseil départemental du Gard, qui, dans le cadre de sa stratégie alimentaire territoriale, a confié aux CIVAM (Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) le soin d'appuyer la création de jardins collectifs, tant en ville que dans les communes rurales. De même l'association Le Passe-jardin qui, à l'origine œuvrait dans la métropole lyonnaise pour la diffusion des jardins collectifs, a vu son rôle étendu à l'ensemble de la région Rhône-Alpes, puis Auvergne Rhône-Alpes et s'intéresse désormais à la diffusion des jardins collectifs en milieu rural et dans les petites villes. Le pays du Sud Ardèche, territoire rural où l'on trouve des populations précaires et où des associations agissent depuis plusieurs décennies en faveur de la biodiversité domestique et des savoir-faire qui lui sont liés, a financé un poste de chargé de mission à temps partiel pour contribuer au développement et à l'organisation de jardins collectifs.

L'intérêt pour les jardins participe de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Ainsi des actions sont mises en œuvre afin de généraliser et d'organiser les dons et échanges qui se font classiquement autour des jardins. Dans le parc naturel régional de Scarpe-Escaut une plate-forme Food-troc a été créée afin de collecter et redistribuer les surplus agricoles et jardiniers¹⁶. On peut la rapprocher de l'initiative portée par la fédération régionale des Civam, Auvergnetroc Party alimentaire, reprenant une initiative internationale, qui a pour objet d'échanger des produits alimentaires. Ce réseau, à l'origine urbain, se développe dans plusieurs lieux en Auvergne dont en milieu rural et autour de petites villes et cherche à se recentrer sur l'échange de produits des jardins et des vergers et des conserves qui en sont issues¹⁷. La lutte contre le gaspillage alimentaire favorise aussi le retour des poules dans les jardins des particuliers. On peut désormais en acheter dans les grandes surfaces de jardinage, sur internet, chez les agriculteurs voisins ou auprès des collectivités territoriales (conseils départementaux, intercommunalités, communes) qui en donnent dans le cadre des politiques de réduction du gaspillage alimentaire et des déchets ménagers.

L'intérêt pour le jardinage, le besoin d'apprendre, d'être en contact avec la nature, s'accompagne de nouvelles attentes en termes de tourisme : le woofing autour du jardinage tend ainsi à se développer donnant naissance

16. Elle « met tout simplement les donneurs et les demandeurs en contact, du Parc naturel Scarpe-Escaut, et les échanges sont gérés directement par les particuliers ». Site du PNR Scarpe-Escaut.

17. « Les « Troc Party Alimentaires » de la FR CIVAM s'inscrivent depuis 2014 dans le programme « Valoriser la production agricole locale par des modes de commercialisation alternatifs et solidaires et lutter contre le gaspillage alimentaire », en Auvergne. Ils visent à échanger des produits frais, locaux et de saison et « faits maison » en luttant contre le gaspillage alimentaire tout en créant du lien de consommateur à consommateur, de jardinier à jardinier ». <https://www.resolis.org/upload/fiche/pdf/CL1608900-troc-party-alimentaire-en-auvergne-local-anti-gaspillage-et-convivial-20160809-173303.pdf>

à des formes de jardinage particulières entre pratique amateur et création d'entreprise.

Retrouver les liens entre production et alimentation : de nouvelles formes d'agriculture et de distribution des produits agricoles

Les liens entre agriculture et alimentation en milieu rural s'étaient distendus, comme pour l'ensemble de la société française. Toutefois des formes de circuits courts se sont maintenues dans quelques régions, autour de la production-commercialisation des fruits dans la vallée du Rhône par exemple (Praly, 2010), autour de l'importance attachée aux pratiques d'achat sur les marchés auprès de producteurs, et autour de quelques industries agroalimentaires situées en milieu rural et notamment les fruitières à comté et les laiteries des Savoies. La vente locale pour les IAA situées en milieu rural est assez fréquente, notamment pour les industries laitières. Des coopératives fruitières fonctionnent de la même manière, tout comme des caves viticoles qui vendent du vin et d'autres produits locaux. De même les magasins de fourniture des agriculteurs, comme Gamm Vert, outre des produits de jardinage, offrent de plus en plus de produits locaux.

Ces offres ne sauraient répondre à l'ensemble des attentes des habitants de l'espace rural en termes d'accessibilité alimentaire et notamment en produits locaux. Il reste que, après une période où l'agriculture a été considérée comme productrice de matière première à transformer au sein d'IAA localisées en milieu rural ou en ville, depuis les années 1990 la transformation à la ferme et la vente directe ont été encouragées et ont entraîné l'évolution d'un certain nombre d'exploitations agricoles, y compris de grandes exploitations céréalières du bassin parisien. La valorisation des produits de terroir et la relance de leur production, même s'ils étaient majoritairement destinés aux habitants des villes éloignées, a pu profiter aux habitants du rural, qu'ils soient permanents ou temporaires.

La « reconexion » entre agriculture locale, la transformation alimentaire et les habitants de l'espace rural connaît un nouveau souffle depuis les années 2000 et surtout 2010. Les initiatives sont encouragées par les politiques publiques, des programmes de développement local comme les PETR (Pôle d'équilibre territorial et rural) ou les programmes Leader, ou les plans énergie-climat qui comportent souvent un volet alimentaire. Les actions concernent essentiellement l'installation d'agriculteurs en circuits courts et des tentatives de reconexion entre agriculture et restauration collective. Les préoccupations liées à la qualité des repas de la restauration collective, notamment scolaire, a suscité des réflexions sur son approvisionnement

en produits locaux et biologiques. Si la logistique a fait l'objet de projets dans les métropoles depuis quelques années pour l'approvisionnement des métropoles, elle est encore plus complexe à gérer en milieu rural du fait de la dispersion des lieux de livraison. Ce constat est pour le PNR des Baronnies par exemple, et le PETR du Pays d'Auge. Toutefois, les faibles effectifs pourraient favoriser les approvisionnements locaux à une échelle moindre en lien avec les modalités spécifiques que prend la restauration collective. Ainsi dans la nouvelle agglomération de Bourg-en-Bresse, qui comprend désormais 74 communes, le projet ne vise pas à faire disparaître les cantinières, mais à favoriser les liens entre producteurs et à répondre aux attentes des parents. La question de l'approvisionnement de la restauration en produits locaux concerne aussi la restauration privée et des projets de plate-forme depuis les années 2000 cherchent à associer restauration collective et restauration privée. Les liens avec la production s'établissent plutôt au cas par cas. Les chefs renommés jouent sur ces liens, d'autres, comme en ville, cultivent leurs jardins.

Des associations d'habitants, en lien avec des collectivités locales ou des programmes de développement œuvrent pour l'installation d'agriculteurs pouvant alimenter les habitants en produits frais et souvent biologiques comme c'est le cas de l'association Court-Circuit fondée en 2008 à Chabeuil dans la Drôme, dont l'objectif était « d'aider à l'installation et au développement de jeunes producteurs en local et en bio ». A sa création l'association comprenait 10 producteurs et 150 consommateurs qui ont par ailleurs construit un bâtiment écologique en 2009 comprenant un magasin de vente et un restaurant-salon de thé et d'un « lieu d'activités récréatives »¹⁸. Outre ce lieu, l'association dispose de 20 dépôts vendeurs. Ainsi le projet regroupe désormais trois types d'acteurs : des producteurs (16) et des consommateurs et deux restauratrices dans le cadre d'une SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif). L'objectif est d'assurer une juste rémunération des producteurs tout en permettant l'accessibilité à une alimentation de qualité pour tous autour de l'idée d'un prix juste.

Les initiatives viennent aussi du milieu agricole et cela notamment dans le cadre de nouvelles formes d'installation, qu'elles s'effectuent dans le cadre familial ou hors-cadre familial. En effet, l'agriculture ne se renouvelle plus seulement au sein des familles agricoles, c'est là un tournant important de ces dernières années. Ainsi émerge une nouvelle génération de paysans dits hors cadre familial. Ils représentent un tiers des installations aidées en 20 ans et sont en constante augmentation (et toutes les nouvelles installations

18. Site Internet de l'association.

ne sont pas aidées). La quasi-totalité de ces « nouveaux » agriculteurs revendiquent une fonction nourricière et s'inscrivent dans les nouvelles formes de demandes alimentaires sociétales certes pour nourrir la ville, mais aussi pour renouer les liens entre habitants du rural et agriculture. Parfois ce sont des nouveaux installés dans ce que l'on a coutume de dénommer les micro-fermes qui créent ces ateliers complémentaires à une exploitation déjà existante.

Les dynamiques d'installation de citadins (jeunes et moins jeunes car il y a aussi des installés en reconversion professionnelle) ne doivent pas faire oublier les installations de jeunes dans le cadre familial et qui eux aussi revendiquent une fonction alimentaire et des liens aux consommateurs. Ainsi dans la Bresse de Saône-et-Loire, un jeune reprenant l'exploitation de ses parents en volailles de Bresse et disposant de peu de foncier adjoint un élevage de chèvre avec transformation à la ferme, en essayant de vendre le plus possible en direct. Enfin des agriculteurs changent aussi face aux différentes crises agricoles et cherchent à valoriser leur production et à la vendre localement sous différentes formes. Tel est le cas d'un couple d'éleveurs porcins, qui à partir de 2007 cessent de livrer à un groupement pour transformer directement à la ferme et vendre. Embauchant un boucher à temps plein et un mi-temps plus une vendeuse (Monnier, 2018). D'autres s'associent pour vendre leurs produits conjointement en milieu rural sous forme de marchés à la ferme par exemple. Les exemples sont nombreux dans les Vosges et en Alsace.

Ces entreprises sont aussi inventives et combinent plusieurs activités au sein du ménage afin de survivre et d'avoir d'autres revenus en cas de difficultés car les installations sont souvent précaires et difficiles. Ainsi un couple du Roannais combine installation maraîchère et Food-truck. Les produits sont ainsi partiellement transformés, valorisés et conservés par le biais du Food-Truck. Cette activité en camion et itinérante limite les investissements comme le souligne son créateur. Les produits en surplus sont ainsi transformés et vendus en milieu rural à l'occasion de festivités, ainsi qu'en ville.

Pour mieux vivre ces nouvelles installations et penser la complémentarité entre les activités dès l'installation, de nouveaux collectifs agricoles se forment. Des sites Internet attestent des expériences de ce type dont celle de onze ingénieurs agricoles qui se sont installés en Haute-Vienne en 2014. L'exploitation combine sur 80 ha productions végétales et animales. Les produits comme les légumes, produits laitiers, viande, bière, mais aussi pain... sont vendus sur les marchés et magasins des villes proches (grandes et petites villes), ainsi que dans un magasin créé sur l'exploitation, combiné à un bar.

Les préoccupations autour du pain et le renouvellement de l'intérêt pour les pains biologiques et plus généralement la valorisation des céréales locales a suscité la création de plusieurs marques collectives associant agriculteurs, meuniers et boulangers au sein de territoires, comme les Combrailles dans le Puy-de-Dôme, dans l'Ain autour du Moulin Marie ou dans le département du Gard. Ces actions permettent de maintenir de petits moulins indépendants qui contribuent ainsi au maintien d'activités rurales, de redynamiser le commerce de boulangerie et l'offre de pain en milieu rural, sans oublier l'approvisionnement des cantines en pain local¹⁹. Ces filières permettent de réhabiliter des variétés de céréales locales comme dans le cas du PNR du Lubéron.

Ces projets ont tous la volonté de s'inscrire ou de susciter dans des dynamiques rurales, de faire vivre les espaces ruraux, d'y créer de l'emploi, des animations et d'améliorer les liens entre agriculture et alimentation locale. Des agriculteurs suscitent aussi en lien avec des consommateurs la création de magasins de producteurs en milieu rural ou s'associent à des projets d'épiceries associatives. Ils participent de l'invention de nouvelles formes de commercialisation et de distribution des produits alimentaires en milieu rural.

Réinventer les commerces ruraux

Plusieurs initiatives favorisant le maintien d'un approvisionnement local, et sa diversification et sont nombreuses. Les initiatives peuvent être initiées par des individus qui ensuite créent une association ou sont relayées par des municipalités ou acteurs publics. Elles concernent une grande diversité de territoires ruraux.

Les projets d'épiceries associatives se multiplient. Ils sont souvent soutenus par les municipalités dans le cadre de la redynamisation de leur centre-bourg. Les épiceries suppléent à la disparition des cafés de villages ; des cafés qui faisaient aussi parfois épicerie (Cahagne, 2015). Ainsi par exemple l'épicerie associative de la Bresse de Saône-et-Loire « Chez Simone » va au-delà du principe d'une simple épicerie « *C'est un club social, c'est un espace où on peut venir échanger, discuter, acheter des produits locaux, participer à des activités, mais aussi juste prendre un verre, prendre le temps* »²⁰. Ces lieux

19. Tel est le cas notamment dans le Gard : Ainsi dans le Conseil départemental dans le cadre de sa politique alimentaire a soutenu la création d'une filière pain biologique locale (Raspailou) permettant la collaboration entre des producteurs de blé tendre local, des meuniers et des boulangers (une quarantaine impliqués dans le département). Un groupement de 18 collèges commande ce pain pour les cantines et des partenariats existent aussi localement entre boulangers et cantine.

20. Mémoire Marjolaine Monnier, p. 79.

tendent à devenir des lieux de réflexion sur l'alimentation, sur les modes de production, les liens à l'agriculture, l'environnement et sur ce qu'est vivre en milieu rural. Comme les cafés associatifs qui se multiplient en milieu rural ils peuvent être assimilés à des tiers lieux alliant activité économique et sociale, animation culturelle et de loisirs lieux de débats, lieux où l'on peut se connecter à Internet. C'est la vocation initiale de l'épicerie, café relais pour les jeunes de la commune de Lay dans la Roannais (Lay't' Motiv). Reste à voir si leur devenir est assuré leur fonctionnement étant précaire.

L'association entre différents acteurs y compris agricoles pour favoriser l'accès à l'alimentation en milieu rural suscite la création de structures qui peuvent être composites comme le montre l'exemple d'une conciergerie rurale créée dans une commune rurale près de Rouen. Dans ce village péri-urbain, à la population vieillissante, alors que commerces de proximité et activités économiques disparaissent, une réflexion est initiée ainsi qu'une enquête auprès des habitants. Ils veulent avoir un commerce de proximité proposant des produits de première nécessité, et des services comme le pressing, le dépôt de colis... Une entreprise spécialisée, qui travaille avec des partenaires issus des secteurs de l'intégration des personnes handicapées, dans la conciergerie d'entreprise, est alors contactée (2012). Les habitants font appel à une épicerie d'un village voisin, Graine des Champs, créée en 2009, constituée d'un regroupement de producteurs et d'artisans (dans un rayon de 50 km autour du village) pour remplacer une boucherie qui fermait. Un partenariat est également mis en place avec une association qui développe des projets dans le domaine de la préservation de l'environnement, de la promotion d'une agriculture durable, de la création de biens et de services de proximité. Ainsi a été créé un lieu de convivialité, avec un espace café et lecture, une conciergerie de services et une épicerie commercialisant des produits locaux. La conception du projet a intégré une dimension participative²¹.

Le modèle des conciergeries tend à se développer en milieu rural et créent de nouveaux multiservices. En région Rhône-Alpes plusieurs types de conciergeries se diffusent donnant naissance à différentes entreprises. « Comptoir de campagne » est une Start Up labellisée Entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS) créée par un « business studio » (WAOUP) lors de ses marathons

21. Futuribles, 2015, *Société vieillissante, société innovante, l'ESS au défi du vieillissement démographique*, document en ligne.

créatifs autour du thème de la « redynamisation des zones rurales délaissées »²². Le premier « comptoir » créé en 2016 mélange épicerie, cordonnerie, pressing, service de poste, salon de thé et espace cyber-café. L'objectif est d'essaimer ce type de structure, par grappes, dans les milieux ruraux de la région Rhône-Alpes. Au printemps 2019, il existe sept comptoirs qui ramènent produits locaux, services et lien social au plus près des habitants autour de trois secteurs : le Forez, le Beaujolais et Vals du Dauphiné en Isère²³.

Une autre forme de conciergerie existe en Auvergne-Rhône-Alpes, initiée cette fois dans le cadre d'un PTCE (Pôle territorial de coopération économique) Dombes Innov qui constatait la disparition du commerce sur ce territoire fortement polarisé par la métropole lyonnaise. La première « comoderie » naît dans un village dont la population a doublé en quelques années sans que le commerce se développe. C'est un local ouvert deux fois par semaine et qui est joignable tous les jours de la semaine pour répondre aux demandes des habitants en termes de produits locaux, pains, services du quotidien (pressing, repassage, cordonnerie, petite couture), mise en relation avec du personnel intervenant à domicile. Outre cette offre de service, des animations sont proposées par une vingtaine d'habitants de la commune : concerts chez l'habitant, organisation de marchés, de journées beauté...). Le projet est financé par Leader, le local est prêté par la mairie, associe des bénévoles et implique des entrepreneurs du territoire.

À travers ces exemples, on voit que les innovations autour de l'approvisionnement alimentaire en milieu rural diffusent. Elles visent à renouer les liens entre producteurs et consommateurs et à valoriser les artisans locaux. Elles sont support d'innovation sociale et de montage complexe tissant des réseaux, ou des grappes d'acteurs mêlant ainsi entreprises (y compris des start-up, des entreprises du secteur de l'ESS), associations et collectivités territoriales.

22. Sur Projet de Campagne, voir le site de WAoup, et un article de Localtis. Voir également le compte-rendu de la journée régionale des conciergeries de territoire organisé par Cap rural en octobre 2017 (site Internet de Cap rural).

23. Le projet a été lauréat de nombreux prix dont celui de la Fondation de France.

► Conclusion

Penser l'alimentation en milieu rural n'est pas qu'un sujet à la mode. Car les enjeux sont complexes. Le constat que l'on peut faire est celui d'une fragilité relevant de spécificités des espaces ruraux. Cette question met au jour également le dynamisme des habitants, des formes innovantes d'agriculture et d'entreprenariats. Elle révèle la multiplicité des initiatives en faveur du lien social en milieu rural et l'importance des débats autour de l'accès aux services, de la mobilité, de la pauvreté, du vieillissement qui traversent les sociétés rurales. Les questions qui se posent désormais sont celles de la présence ou de l'absence de politiques locales dédiées à l'alimentation. Certaines d'entre elles s'inscrivent déjà dans une perspective large incluant l'accès aux services, la santé, la proximité, les politiques environnementales, ainsi que l'attractivité touristique des espaces ruraux. Quant aux structures patrimoniales et culturelles elles-mêmes, elles investissent depuis plusieurs années le champ alimentaire. Pas de représentation théâtrale en milieu rural sans repas ancré dans le terroir !

► Bibliographie

- Dupond G. (1995) *la vie rurale*, Albin Michel
- Le grand Atlas de la France rurale*, 1989, Paris, ed. De Monza, 494 p.
- ANSES Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES). « Étude individuelle nationale des consommations alimentaires 3 (INCA 3) », Rapport d'expertise collective, La documentation française, juillet 2017, 564 p
- Aragau C. (2019) « Les espaces ruraux périurbains et la question du vieillissement », *BAGF, Les espaces ruraux en France, des espaces d'innovation ?* à paraître.
- Baysse-Lainé A. (2018), *Terres nourricières ? La gestion de l'accès au foncier agricole en France face aux demandes de relocalisation alimentaire*, thèse de doctorat en géographie et aménagement, Université de Lyon 2.
- Brand C., Bricas N. (2017), *Construire des politiques alimentaires urbaines*, Paris, Quae.
- Brighi E. (2018), *Le goût du potager. Jardinage et alimentation en terres roannaises*, mémoire de master 1 Études rurales, Université Lyon2.
- Cahagne N. (2015), *La ruralité au comptoir : une géographie sociale et culturelle des cafés ruraux bretons*, Thèse de Géographie, Université de Rennes, 463 p.
- Cherchelay J. (2018), *Les dynamiques et outils mobilisables par la Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse pour favoriser l'introduction de produits locaux dans la restauration collective*, mémoire d'ingénieur, Vetagrosup.
- Brighi E. (2018), *Le goût du potager. Jardinage et alimentation en terres roannaises*, Mémoire de master 1 Études rurales, Université Lyon2.

- Delfosse C. (2019), « Les liens ville-campagne réinterrogés à travers le prisme des nouvelles préoccupations alimentaires urbaines », <https://ecoleurbainedelyon.universite-lyon.fr/media-lab/les-liens-ville-campagne-reinterrogés-a-travers-le-prisme-des-nouvelles-preoccupations-alimentaires-urbaines>.
- Delfosse C. (2016), « La valorisation de la biodiversité domestique cultivée, une nouvelle ressource pour les espaces ruraux ? », in dir. Glon E. et Pecqueur B., *Au cœur des territoires créatifs ? Proximités et ressources territoriales*, Rennes, PUR, 213-226.
- Delfosse C. (2017), Les crémiers-fromagers entre commerce de proximité et gastronomie. *Ethnologie française*, n° 1, pp. 99-110.
- Durandard C. (2016), « Le renouveau jardinier en milieu rural, un nouvel habiter et agir local ? une analyse à partir du cas de Val-Revermont », Mémoire de master 2 Études rurales, Université Lyon2.
- Durandard C. (2014), Le jardin comme médiateur du développement du territoire, le cas du PNR des Bauges. Mémoire de master 1 Études rurales, Université Lyon2.
- Ferrand M. (2017), *Difficultés d'accès à l'alimentation et stratégies d'adaptation des ruraux en situation de pauvreté ; enjeux, acteurs et pistes de réflexion*, Étude sur la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, Mémoire de master 2 Études rurales, Université Lyon2.
- Gallien M., Boitard M., Delfosse C. (2012), Renouveau des jardins potagers entre milieu rural et milieu urbain ? *Alimentation et territoires*, Revue Pour n° 215-216, pp.321-332.
- Hochedez C. et Le Gall J. (dir.) (2015), Justice alimentaire et agriculture. *Justice spatiale | Spatial Justice*, n° 9.
- Hurstel L. (2018), *Commercialisation des produits carnés à Lyon. Évolution et adaptation des grossistes et détaillants face aux changements*, mémoire de master en études urbaines, ENS de Lyon.
- Jean Y., Rieutort L. (2018), *Les espaces ruraux en France*, Paris, Armand Colin, 496 p.
- Loudiyi S, Houdard M (2019), L'alimentation comme levier de développement territorial ? Réflexions tirées de l'analyse processionnelle de deux démarches territoriales. *Économie rurale*, n° 367. Pp. 28-44.
- Massal C. (2018), La fin des commerces de proximité dans les campagnes françaises ? *Géoconfluences*, avril 2018. [en ligne] <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/articles-scientifiques/disparition-commerces-proximite>
- Massal C., Delfosse C., Legall J. (2019), De nouveaux commerces alimentaires itinérants ? Répondre à la crise du commerce rural par le commerce itinérant. *Géocarrefour*, à paraître.
- Monnier M. (2018), Les « nouveaux » agriculteurs en Bresse bourguignonne et jurassienne, Mémoire de M1 développement rural, Université Lyon2.
- Morel K. (2016), *Viabilité des micro-fermes maraîchères biologiques*, Thèse de doctorat UMR-Sadap, Agroparistech.
- Navarro A. (2015), *Le marché de plein vent alimentaire et la fabrique des lieux : un commerce de proximité multifonctionnel au cœur de la recomposition des territoires*, Université Lyon 2, thèse de doctorat de géographie, Université Lyon2.

- Paturol D., Marajo-Petizon, Chiffolleau Y (2015), La précarité alimentaire des agriculteurs, Pour 2015/1 (N° 225), pages 77 à 81.
- Pouzenc M. (2018), Commerce et ruralité. La « renaissance rurale » d'un siècle à l'autre, Toulouse, PUM, 187 p.
- POUZENC M. (2012), Les grandes surfaces alimentaires contre le territoire... tout contre. Pour, n° 215-216, p. 255-261.
- Praly C. (2010), *Les nouvelles formes de valorisation territoriale en agriculture. Le cas de l'arboriculture de la moyenne vallée du Rhône* Thèse de doctorat, Université Lyon2.
- Praly C., Chazoule C., Delfosse C., Mundler P. (2014), Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires. *Géographie, économie et société*, 2014/4 (vol. 16), p. 455-478.
- Sessego V., Staquet A., Sullice E. (2018), *L'autoconsommation alimentaire : entre ressource économique, pratique de loisir et morale écologique*, Mémoire de statistique appliquée 2eme année d'ENSAE. 22 p.
- Soumagne J. (2002), *Commerces et espaces fragiles. Essai sur la revitalisation du commerce en milieu urbain et rural*, Actes du colloque d'Angers, Coll. Commerces et société, CNRS, 200 p.
- Solard G. (2010), Le commerce de proximité, *INSEE-Première*, n° 1292, mai, 4 p.
- Trevien C. (2017), Commerces et inégalités territoriales, *Insee Références*, 45p.